



**Search for  
Common Ground**



*Au service  
des peuples  
et des nations*

## **Rapport d'évaluation de la perception réciproque ex combattants-populations dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou**

**Présenté  
par**

**OUOLLO SEKONGO Clément**  
Consultant en évaluation de projets/Programmes  
(+225) 07534024  
(+225) 01068704  
Sekongo\_clement@yahoo.fr

**Janvier 2014**

# TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	3
Liste des tableaux et figures .....	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	4
INTRODUCTION .....	6
I- CONTEXTE DE L'ETUDE .....	7
1.1- Cadre général de l'étude .....	7
1.2- Objectifs spécifiques de l'étude .....	7
II- METHODOLOGIE D'EVALUATION .....	8
2.1- Séance de travail, collecte et consultation documentaire, élaboration et validation des instruments de collecte de données .....	8
2.2- Missions éclatées de collecte de données auprès des parties prenantes dans les localités cibles de l'étude .....	9
2.3- Traitement et analyse des données collectées .....	9
2.4- Limites de l'étude .....	9
III- RESULTATS DE L'EVALUATION .....	11
3.1- Résultats des entretiens semi-structurés.....	11
3.2- Résultats des focus groupes avec les ex combattants .....	16
3.3- Résultats de l'enquête par questionnaire auprès des ex combattants .....	18
3.3- Résultats de l'enquête par questionnaire auprès des ex combattants .....	18
3.4- Conditions de viabilité de la réinsertion des ex combattants.....	23
IV- LEÇONS APPRISES.....	26
V- RECOMMANDATIONS .....	27
5.1- Recommandations à l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) :	28
5.2- Aux partenaires intervenants dans la thématique cohésion sociale .....	29
CONCLUSION .....	31
ANNEXES.....	33

## SIGLES ET ABREVIATIONS

**ADDR** : Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et le Réinsertion

**CDVR** : Commission Dialogue Vérité Réconciliation

**DDR** : Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

**FAFN** : Forces Armées des Forces Nouvelles

**FRCI** : Forces Républicaines de Côte d'Ivoire

**INS** : Institut National de Statistique

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**ONUCI** : Opération des Nations-Unis en Côte d'Ivoire

**PNRRC** : Programme National de Réhabilitation et de Réinsertion Communautaire

**PNUD** : Programme des Nations-Unies pour le Développement

## Liste des tableaux et figures

**Tableau n°1** : Effectifs des ex combattants rencontrés par localité

**Tableau n°2** : Situation professionnelle actuelle des ex combattants.

**Tableau n°3** : Répartition des types de reproches par catégories d'ex combattants

**Tableau n°4** : Types de reproches des ex combattants aux chefs de communautés

**Tableau n°5** : Types de mesure pour l'acceptation du désarmement effectif

**Tableau n°6** : Facteurs possibles d'échec du DDR

**Figure n°1** : Effectif des types d'ex combattants rencontrés

**Figure n°2** : Perception des ex combattants

**Figure n°3** : Types de reproches faits par la population aux ex combattants

**Figure n°4** : Types d'activités recherchées par les ex combattants

**Figure n°5** : Choix du lieu d'insertion par type d'ex combattant

**Figure n°6** : Précautions pour la bonne utilisation des fonds accordés aux projets

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le présent rapport est relatif à la mission d'étude diagnostique sur la perception réciproque ex combattants-populations des localités de Duékoué, San Pedro et Tabou situées à l'ouest et au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Cette étude de référence réalisée par SFCG et financée par le PNUD au profit de l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion (**ADDR**) s'inscrit dans la dynamique des initiatives nationales de promotion de la normalisation de la situation sécuritaire et de la cohésion sociale après la crise post électorale de 2011.

La finalité recherchée à travers cette étude est de proposer des réponses adaptées aux besoins et problèmes spécifiques des ex combattants et de leurs communautés d'accueil afin de parvenir à la réintégration effective et durable de ces ex combattants. La légitimité de cette étude s'analyse à la lumière des enjeux sécuritaires encore vivaces dans ces localités qui ont souvent été le théâtre de violents conflits inter communautaires. Il s'agit principalement d'identifier les obstacles à surmonter pour briser la méfiance entre les communautés et les ex-combattants afin d'apaiser le climat social.

L'atteinte de cette finalité a nécessité l'adoption d'une démarche d'analyse diagnostique préalable visant à (i) faire l'état des lieux, d'évaluer) la perception des ex combattants par la population et vice versa, (ii) décrire les relations entre ex combattants et populations (perception, appréhension des populations, des ex combattants, etc.), (iii) identifier les problèmes auxquels sont confrontés les Ex combattants dans le cadre de leur réintégration et (iv) proposer des actions devant être mises en œuvre pour répondre aux besoins et problèmes identifiés.

La réalisation de l'étude de base sur la perception réciproque ex combattants-populations a été conduite suivant une démarche participative de collecte et d'analyse croisée d'opinions, de témoignages et d'observation de faits auprès des principales parties prenantes au processus du DDR et personnes-ressources dans les localités concernées. Des outils de collecte de données qualitatives (guide d'entretien semi-structuré, focus groupe, enquête par questionnaire) validés par l'unité de suivi évaluation de SFCG ont ainsi été utilisés pour interagir avec une population de près de quatre cent personnes constitués d'autorités administratives civiles et militaires, d'élus locaux, de chefs de communautés et de villages, de responsables d'associations, d'acteurs de la société civile et de trois cent (300) ex combattants dans l'ensemble de la zone de l'étude.

Il ressort des leçons apprises de cette étude, l'absence manifeste des principaux déterminants de la cohésion sociale que sont la confiance réciproque, le dialogue inter communautaire dynamique, la tolérance et l'acceptation des différences.

En effet, dans chacune des trois localités cibles du diagnostic, on note la cohabitation difficile de deux tendances d'ex-combattants issues pour l'une des combattants associés aux ex Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) non retenus au sein des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) et l'autre des ex-membres des milices ou groupes d'auto-défense. Ces deux catégories d'ex combattants qui s'observent avec une méfiance et une rancœur à peine voilées sont diversement perçues et/ou acceptées ou rejetées par les communautés selon que celles-ci sont autochtones, allochtones ou allogènes. Les reproches couramment faits à ces ex combattants sont essentiellement relative à (i) leurs exactions passées pendant la crise armée, (ii) la dissimulation, la détention et l'utilisation anarchique d'armes, (iii) la perpétration d'actes de violence et de grand banditisme sur les routes.

De leur côté, les ex combattants stigmatisent la méfiance et la non assistance des chefs de communautés à qui ils reprochent de ne pas suffisamment les aider à s'insérer socialement. Aux autorités en charge de leur réinsertion professionnelle, les ex combattants reprochent leur lenteur dans la conduite des opérations sur le terrain et expriment beaucoup leur déception.

Face à cette situation de méfiance inter communautaire et d'insécurité qui fragilise fortement la cohésion sociale dans les localités cibles de l'étude, il s'agit d'entreprendre rapidement des actions visant à :

- Renforcer la sensibilisation des ex combattants au dépôt effectif des armes, car tout porte à croire que nombreuses armes sont encore dissimulées par ceux-ci dans les camps (groupes d'auto-défense et démobilisés ex FAFN) ;
- Rapprocher les deux tendances d'ex combattants par la promotion du dialogue intercommunautaire visant à briser la méfiance et la défiance réciproque ;
- Accélérer le processus de réinsertion des ex combattants démobilisés afin rétablir la confiance entre ceux-ci et l'ADDR qui tend de plus en plus à disparaître ;
- Impliquer les chefs de communautés dans le rapprochement entre population et ex combattants et entre les deux tendances d'ex combattants ;
- Associer les leaders politiques au processus de cohésion sociale ;
- Faire une meilleure sélection des cabinets pour le suivi des projets des ex combattants
- Régler la question des ex combattants profilés par l'INS et le PNRRRC.

# INTRODUCTION

Le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion (DDR) des ex combattants constitue un défi sécuritaire majeur pour les nouvelles autorités ivoiriennes, notamment depuis la fin de la crise post électorale de 2011. De nombreuses initiatives appuyées par les partenaires Techniques et financiers (PTF) au développement ont été réalisées avec des résultats pas toujours à la hauteur des espérances, tant à cause de l'insuffisance de coordination entre les différents projets et programmes qu'à cause de la sensibilité et la complexité même de la question des ex combattants dont les attentes parfois démesurées sont difficilement réalisables. Cette situation est particulièrement vraie dans les régions de l'ouest et du sud-ouest du pays où les stigmates et les meurtrissures des conflits armés successifs des années 2002 à 2011 sont encore vivaces au sein des communautés d'accueil des ex combattants de différents bords politiques, qui estiment à tort ou à raison que toutes leurs difficultés proviennent des acteurs armés du conflit. C'est pourquoi l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion (ADDR) veut se donner les moyens pour réussir sa mission de restauration de la sécurité dans les localités de Duékoué, San Pedro et de Tabou, à travers la présente étude diagnostique de la perception réciproque ex combattants-populations d'accueil de ces localités. Il s'agit de rechercher les conditions d'une réinsertion/réintégration effective, durable qui tienne compte des aspirations et des difficultés de toutes les parties prenantes.

Les principaux objectifs recherchés par cette étude diagnostique visent à :

- Faire une évaluation de la perception des ex combattants par la population et vice versa ;
- Décrire les relations entre ex combattants et populations (perception, appréhension des populations, des ex combattants,...) ;
- Identifier les problèmes auxquels sont confrontés les Ex combattants dans le cadre de leur réintégration ;
- Proposer des actions devant être mises en œuvre pour répondre aux besoins et problèmes identifiés.

Conformément à ces objectifs, le présent rapport présente (i) le cadre général de l'étude, (ii) la méthodologie de travail utilisée, les résultats obtenus, (iii), les leçons apprises, ainsi que (iv) les recommandations et stratégies d'action à mettre en œuvre pour la conduite efficace du processus de DDR dans les localités concernées.

## **I- CONTEXTE DE L'ETUDE**

### **1.1- Cadre général de l'étude**

L'étude diagnostique de la perception réciproque ex combattants-population des localités de Duékoué, San Pedro et Tabou dans le sud ouest de la Côte d'Ivoire s'inscrit dans le vaste programme d'actions pour le retour définitif de la paix dans le pays, programme piloté par l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion (**ADDR**). Plus précisément, il s'agit d'accompagner les ex-combattants dans le processus de leur démobilisation et de leur réinsertion professionnelle dans le tissu économique et social, après la fin du conflit armé déclenché en septembre 2002.

En effet, le conflit armé déclenché en Côte d'Ivoire en septembre 2002 a entraîné de multiples bouleversements, notamment au double plan social et économique. D'importants mouvements de populations fuyant les zones de combat ont été observés. L'occupation d'une partie importante du territoire national a entraîné le repli des entreprises et de tous les services de l'Administration Publique vers le Sud du pays. De nombreux jeunes gens ont été enrôlés de gré ou de force dans des factions armées dirigées par des chefs de guerre. Après la crise post électorale de 2011, il s'agit à présent de promouvoir la réinsertion socio professionnelle des ex-combattants. Face au défi important de cette réinsertion, gage de paix et de cohésion sociale, il est essentiel de bien cerner les besoins spécifiques des ex-combattants et d'analyser les conditions d'acceptation de ceux-ci au sein des communautés de base, afin de proposer des actions concrètes à mener sur le terrain. C'est pourquoi, la présente étude de base portant sur l'interaction entre les ex-combattants est commanditée par Search for Common Ground (SFCG), afin de cerner à la fois la perception que populations et ex-combattants ont chacun l'un de l'autre, ainsi que les besoins en réinsertion de ces derniers. Les résultats de cette étude diagnostique devraient permettre d'élaborer des stratégies et actions appropriées de réintégration, notamment dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou durement affectées par le conflit armé.

### **1.2- Objectifs spécifiques de l'étude**

Dans le cadre de l'étude de base sur la perception réciproque ex-combattants-populations des localités de Duékoué, San Pedro et Tabou, les objectifs recherchés visaient à (i) faire l'état de la perception des ex combattants par la population et vice versa, (ii) décrire les relations entre ex combattants et populations (perception, appréhension des populations, des ex combattants, etc.), (iii) identifier les problèmes auxquels sont confrontés les Ex combattants dans le cadre de leur réinsertion et (iv) proposer des actions devant être mises en œuvre pour répondre aux besoins et problèmes identifiés.

## II- METHODOLOGIE D'EVALUATION

Conformément aux recommandations des termes de référence de l'étude, l'analyse de la perception réciproque ex-combattants-populations des localités de Duékoué, San Pedro et Tabou a été conduite suivant une approche participative, avec la mise en œuvre du principe de la triangulation (analyse multi sources et croisement de données). Ainsi, la démarche méthodologique a consisté à réaliser des actions de consultation documentaire, d'organisation d'entretiens individuels semi-structurés, de séances de focus groupe et d'enquêtes auprès des principales parties prenantes impliquées dans le processus du Désarmement, Démobilisation Réinsertion (DDR) que sont : l'ADDR, les ex-combattants, les autorités militaires et civiles ainsi que les leaders communautaires des localités concernées. Il s'agissait principalement d'identifier et d'analyser les enjeux d'une réinsertion socio professionnelle effective et durable des ex-combattants, afin de leur offrir des alternatives réalistes à la vie militaire qu'ils ont connue.

De manière pratique, la mission d'étude s'est déroulée autour des quatre grandes phases suivantes :

- Séance de travail avec l'unité suivi-évaluation de SFCG, collecte et consultation documentaire auprès de l'ADDR, élaboration et validation des instruments de collecte de données;
- Missions éclatées de collecte de données auprès des parties prenantes dans les localités cibles de l'étude ;
- Traitement et analyse des données collectées ;
- Elaboration des rapports (provisoire et définitif) de l'étude diagnostique.

### **2.1- Séance de travail, collecte et consultation documentaire, élaboration et validation des instruments de collecte de données**

La mission a débuté par une phase préparatoire qui a permis d'analyser les conditions de réalisation de l'étude diagnostique et à présenter la méthodologie détaillée de l'étude à travers la finalisation de la Matrice d'évaluation recensant les différents points d'intérêt à examiner.

Cette première phase séquencée en deux étapes, a permis dans un premier temps à analyser à valider la compréhension commune des termes de référence de l'étude par le consultant et l'unité de suivi évaluation de SFCG, chargée de la coordination de la mission.

Dans sa seconde étape, la démarche évaluative a consisté à préparer les conditions de réalisation des opérations de collecte de données sur le terrain. Ainsi, sur la base des objectifs spécifiques recherchés par le maître d'ouvrage, les outils de collecte de données (matrice d'évaluation, Guide d'entretien semi-structuré, Conducteur de focus groupe et questionnaire d'enquête qualitative élaboré sous le logiciel

Sphinx Lexica). Ces instruments de collecte de données, ainsi que le calendrier de réalisation de l'étude ont été validés par l'unité de suivi évaluation de SFCG lors d'une séance de travail.

## **2.2- Missions éclatées de collecte de données auprès des parties prenantes dans les localités cibles de l'étude**

Une équipe d'agents de collecte de données a été recrutée et formée par le consultant à l'utilisation des outils de collecte de données élaborés et validés. Des visites de terrain ont été organisées dans les localités cibles de l'étude diagnostique, afin de collecter auprès des parties prenantes, des données permettant d'apprécier la perception réciproque ex-combattants-population, ainsi que les besoins et conditions de réinsertion des ex-combattants dans la vie active au sein des communautés d'accueil. L'équipe d'évaluation a été simultanément déployée sur les localités de l'étude pendant une période de cinq (05) jours pour réaliser les opérations de collecte de données.

## **2.3- Traitement et analyse des données collectées**

A l'issue des analyses documentaires préalables et de la collecte d'informations sur le terrain à partir de la triangulation participative, les données collectées ont fait l'objet de traitements croisés, selon les méthodes statistique et non statistique, afin de produire les rapports d'évaluation. L'étude étant de nature essentiellement qualitative, les opinions collectées à l'aide des outils préparés, ainsi que les témoignages recueillis et les faits observés ont été analysées, croisées et interprétées, afin de mettre en évidence les principales tendances de réponses. Le questionnaire d'enquête a été entièrement traité sous le logiciel Sphinx Lexica et le rapport provisoire a été transmis pour appréciation à l'unité de suivi évaluation de SFCG avant la production et le dépôt du rapport final de l'étude.

## **2.4- Limites de l'étude**

L'étude de base sur la perception réciproque ex combattants-population dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou a été réalisée dans un contexte contractuel rigoureux avec des termes de référence précisant clairement les objectifs et les résultats attendus. Les principaux commanditaires (ADDR et SFCG) ont particulièrement fait preuve de franche volonté de collaboration en facilitant la préparation matérielle des opérations de collecte de données sur le terrain. Les équipes des Bureaux Régionaux de l'ADDR des localités visitées se sont particulièrement impliquées dans la diffusion de l'information auprès des autorités locales et dans la mobilisation des acteurs sur le terrain.

Toutefois, le temps imparti à la réalisation de l'étude compte de tenu de l'urgence signalée ainsi que la période de fin d'année au cours de laquelle elle a été conduite la collecte de données sur le terrain ont constitués les principales contraintes de cette étude.

En effet, les délais de préparation de l'étude et de dépôt du rapport n'ont pas permis de tester les outils de collecte de données avant leur utilisation à échelle réelle, quoique ceux-ci aient été validés par l'unité de suivi évaluation de SFCG. Le test du questionnaire aurait pu permettre un meilleur ciblage des questions évaluatives en fonction des types de parties prenantes à interroger. Le délai imparti à l'étude n'a pas permis d'étendre la collecte d'information à un nombre plus important de village autour des principales localités visées.

Par ailleurs, le calendrier de collecte de données dans les localités coïncidant avec le début de l'année, certaines autorités identifiées n'ont pas été disponibles sur place lors du passage des agents de collecte dans leurs localités.

Les autres contraintes mineures rencontrées sur le terrain ont été principalement la méfiance et la réticence de certaines personnes à répondre aux questions des agents de collecte ainsi que l'analphabétisme de certains ex-combattants.

### **III- RESULTATS DE L'EVALUATION**

Les résultats de l'étude de référence sur la perception réciproque ex combattants-population dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou ont été obtenus à partir de l'analyse des données collectées à travers des entretiens semi structurés, des séances de focus groupe et l'administration d'un questionnaire d'enquête qualitative.

Ainsi, les agents de collecte ont pu réaliser des entretiens avec les autorités administratives, militaires, coutumières, religieuses, les leaders communautaires, les responsables d'associations de femmes et de jeunes et les organisations de la société civile dont la liste est annexée au présent rapport. Par ailleurs, trois cent (300) ex combattants toutes tendances confondues (Groupes d'auto défense et associés ex FAFN) ont été rencontrés autour de plusieurs séances de focus groupes et l'administration du questionnaire 300 fiches d'enquête.

#### **3.1- Résultats des entretiens semi-structurés**

##### **3.1.1- Perception générale des ex combattants par la population**

Les localités visées par l'étude sont caractérisées par la cohabitation de deux grandes tendances d'ex-combattants issues pour l'une des combattants associés aux ex Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) non retenus au sein des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) et l'autre des ex-membres des milices ou groupes d'auto-défense. L'analyse des opinions recueillies indique que si la présence de ces ex combattants dans les localités cibles de l'étude a été particulièrement gênante après la fin de la crise post électorale avec des velléités de vengeance au sein de la population, aujourd'hui cette présence semble être relativement tolérée, quoique diversement appréciée d'une communauté à l'autre, selon des critères souvent subjectifs liés principalement à leurs origines ethniques et tendances politiques.

En effet, les opinions recensées au niveau des différentes composantes de la population des localités de Duékoué, San Pedro et Tabou ne sont pas toujours convergentes et unanimes, car on note aussi bien des options favorables que défavorables à la présence des ex combattants. La diversité ethnique dans les localités visitées, a permis de faire ressortir des avis différents.

Ainsi, en règle générale, les populations autochtones de la zone de l'étude fréquentent difficilement les ex combattants issus des ex-FAFN et de groupes associés aux FRCI, car la confiance entre ces deux entités de la population est loin d'être rétablie. Les populations kroumènes et guérés reproches à ces ex-combattants supposés désarmés de circuler partout en armes. Elles ont le

sentiment d'être obligées d'accepter de cohabiter avec ces ex combattants allochtones considérés comme des étrangers.

Par apposition à cette première tendance, certaines populations allochtones n'ont aucune confiance aux ex-membres des milices ou groupes d'auto-défense qui sont perçus comme des personnes peu fréquentables et hostiles à leur présence dans la région.

Les positions des communautés et des différentes franges de la population vis-vis des ex combattants des deux bords, laissent penser que les stigmates de la guerre sont encore présents dans les localités visitées, car pour certaines populations favorables au pouvoir déchu, il est difficile de collaborer avec les ex-combattants associés aux FAFN. Les populations autochtones considèrent les ex combattants issus des groupes d'auto-défenses comme « leurs enfants » qu'ils ne sauraient continuellement rejeter en dépit de leurs actions passées. La collaboration entre ces deux entités est donc effective.

Au-delà de ces considérations et perceptions partisans des communautés autochtones, allochtones et allogènes qui influent sur leur collaboration avec les deux tendances d'ex combattants, les autorités administratives, les associations et organisations de la société civile développement des initiatives de collaboration avec les ex combattants.

### **3.1.2- Principaux reproches faits aux ex-combattants par la population**

Il ressort des entretiens réalisés avec différents représentants de la population (chefs de communautés, autorités administratives et militaires, responsables d'associations de femmes et de jeunes, leaders religieux, etc.) que le souvenir des exactions de tous genres perpétrées sur les populations durant les crises successives de 2002 et de 2010 est encore présent dans les esprits. Les populations dans leur grande majorité reprochent donc aux ex-combattants leurs actions passées en lien avec la période du conflit armé.

Pour ce qui est du présent, on note à travers les propos recueillis lors des entretiens avec les autorités chefs de communautés et acteurs de la société civile le reproche aux ex combattants de ne pas collaborer franchement à l'opération de désarmement.

En effet, aussi bien à Duékoué, San Pedro qu'à Tabou, la grande majorité des populations est convaincue que de nombreux ex combattants continuent encore de détenir par devers eux des armes

qu'ils refusent de rendre à l'ADDR. Les ex combattants associés aux ex FAFN sont particulièrement ciblés par ce reproche.

Par ailleurs, les ex combattants sont soupçonnés par la population d'être fortement impliqués dans les actes de violence, de braquages de domiciles et sur les routes, puisqu'ils sont en règle générale armés et dépourvus d'argent étant donné leur situation professionnelle précaire (sans métier fixe).

L'analyse des opinions collectées lors des entretiens semi-structurés permet de constater que les populations estiment majoritairement que la recrudescence de l'insécurité dans leurs localités est due en partie aux ex-combattants même s'il est vrai que la Région du Guémon connaît une insécurité résiduelle depuis plusieurs décennies. Le fait de détenir des armes clandestinement et d'être habitués à leur maniement pour s'affirmer fait des ex combattants les principaux suspects de l'insécurité dans la zone. L'arrestation et la détention en prison de plusieurs d'entre eux sont des faits qui corroborent aux yeux des populations l'accusation de banditisme à l'encontre des ex combattants.

### **3.1.3- Opinions sur la volonté des ex-combattants de reprendre une vie normale**

Dans l'ensemble, les populations interrogées pensent que les ex-combattants sont disposés à reprendre une vie normale au regard de l'affluence et de l'engouement pour les programmes de l'ADDR. Toutefois la nécessité de créer les conditions d'une véritable réinsertion par la création d'activités génératrices de revenu durable a été soulignée lors des entretiens réalisés. Il faut des propositions concrètes de réinsertion et un appui financier conséquent.

La synthèse des entretiens avec les principaux représentants des populations indiquent que les ex-combattants peuvent retrouver une vie normale au sein des localités de Duékoué, San Pedro et Tabou si les actions suivantes sont menées :

- Sensibiliser de près les communautés à accepter les ex-combattants ;
- Sensibiliser de près les communautés à cultiver la paix et à promouvoir la cohésion sociale ;
- Associer la communauté dans les projets de réinsertion à travers des projets communs avec les ex combattants;
- Briser le mur de méfiance entre les communautés et les ex-combattants à travers l'organisation d'activités communes et de rencontres entre leaders de communautés d'ex combattants;
- Poser des actions de réinsertion concrètes ;
- Former sérieusement et sur une longue période (au moins 01 mois) les ex-combattants à des métiers qualifiants afin qu'ils puissent se prendre en charge.

### **3.1.4- Opinions sur les conditions du dépôt des armes par les ex-combattants**

Pour que les ex-combattants déposent les armes, les personnes rencontrées (autorités administratives, militaires, coutumières, religieuses, les leaders communautaires, les responsables d'associations de femmes et de jeunes et les organisations de la société civile) ont généralement des points de vue convergents. Ils pensent qu'il faut sensibiliser les ex-combattants, les rassurer, les former au civisme pour qu'ils se mettent à la disposition du pays et les réinsérer par des projets concrets et durables.

Il faut également revoir le concept et le contenu « *arme contre projet ou arme contre pécule de compensation* ». Pour les ex-combattants ayant déjà déposés les armes, il faut très rapidement les prendre en charge dans des projets de sorte à encourager les autres au dépôt volontaire des armes. On note des propos recueillis, la nécessité d'associer et de rassurer les ex-combattants en exil au Liberia au processus de réinsertion, car ils craignent être victimes de représailles une fois de retour. Il faut associer tous les acteurs dans la sensibilisation et la collecte d'armes.

### **3.1.5- Opinions sur les facteurs d'échec des actions de réinsertion des ex-combattants**

Au-delà de l'analyse de la perception des ex combattants par les populations, des informations sur les facteurs susceptibles d'inhiber l'effort de DDR ont été collectées afin d'identifier des alternatives appropriées. L'analyse croisée des points de vue recueillis auprès des personnes rencontrées à cet effet indiquent que les facteurs ci-après peuvent constituer des obstacles majeurs à la réussite du processus de réinsertion sociale et professionnelle des ex combattants :

- La lenteur des actions concrètes de réinsertion professionnelle et de réintégration sociale ;
- Le manque de suivi dans la gestion des projets des ex combattants ;
- Le faible montant alloué à chaque ex-combattant réinséré ;
- Le non respect des engagements et des promesses ;
- Le favoritisme, les frustrations dans les projets de réinsertion ;
- La non prise en compte de toutes les couches populations surtout les jeunes réfugiés de retour au pays ;
- La méfiance entre les communautés et les deux tendances d'ex combattants ;
- La qualité et la durée de la formation professionnelle des ex combattants ;
- Les manipulations et influences politiques négatives de certains cadres ressortissants des localités visitées qui incitent les jeunes à ne pas collaborer avec l'ADDR ;
- L'insécurité et l'échec de la réconciliation intercommunautaire.

### 3.1.4- Opinions sur les conditions de viabilité de la réinsertion des ex-combattants

L'étude a permis de recueillir des données sur les précautions à prendre pour que les ex-combattants ne retournent plus dans la violence armée.

Dans l'ensemble, selon les personnes rencontrées, les politiciens doivent laisser les ex-combattants vaquer à leurs occupations initiales et cesser de les instrumentaliser.

Comme précautions à prendre, les populations recommandent de former, encadrer, réintégrer et suivre sur un long terme les ex-combattants dans la gestion de projets durables et d'envergure nationale. Il faut récupérer la totalité des armes en circulation dans les campements, les villages et même dans les endroits reculés avec le concours de tous les acteurs du secteur de la sécurité.

De plus, il faudrait prendre des structures d'encadrement compétentes (cabinets et bureaux d'études), capables de les assister, les organiser en association et les suivre jusqu'à une autonomie financière. Il faudrait prévoir également assurer leur prise en charge psychologique.

Par ailleurs, les projets de réinsertion doivent être financièrement rentables et les fonds doivent être octroyés aux ex-combattants en fonction de la taille de leur activité et être remboursables sur le long terme de sorte à mettre une pression sur les bénéficiaires. Les points de vue s'accordent sur la nécessité d'éviter de remettre les fonds en main propre aux ex-combattants. L'ouverture de comptes auprès des établissements financiers doit être la règle pour le financement des projets de réinsertion. Les structures d'exécution des ex combattants (cabinet) devraient faire l'objet d'une sélection rigoureuse pour assurer un suivi de proximité à chaque étape des projets sur une longue période.

La synthèse des points de vue recueillis sur les autres précautions supplémentaires pour garantir le succès de processus DDR dans la zone de l'étude a permis de mettre en évidence les actions suivantes :

- La nécessité de profiler les ex-combattants (toutes tendances confondues) qui ne l'on pas encore été ;
- La prise en compte des ex combattants profilés par l'Institut nationale de Statistique (INS) et du Ministère de la défense ;
- La prise en compte des jeunes n'ayant pas été profilés mais ayant déposés leurs armes avec l'ONUCI ;
- La prise en compte dans le processus DDR des réfugiés de retour au pays ;
- L'implication des chefs coutumiers dans les processus DDR ;
- La réalisation de fouilles ciblées avec l'appui de détecteurs d'armes avec l'implication de tous acteurs de la sécurité ;

### **3.2- Résultats des focus groupes avec les ex combattants**

Des séances de discussions en groupes restreints (focus groupe) ont été réalisés avec les deux tendances d'ex-combattants, à savoir les ex-combattants issus des ex-FAFN et les ex-membres des milices ou groupes d'auto-défense, afin de s'imprégner sur la perception que ceux-ci ont d'eux-mêmes, de la population et du processus de leur réinsertion socio-professionnelle.

#### **3.2.1- : Perception que les ex combattants ont d'eux-mêmes**

Dans l'ensemble les ex-combattants interrogés disent être fiers des actions posées dans le passé. Ils s'inscrivent ces actions dans le cadre d'une légitime défense, face aux souffrances de la population et aux exactions de certaines personnes. Ils reconnaissent avoir pris les armes pour défendre leurs proches, leurs communautés et leur pays.

Pour d'autres, ils étaient de simples civils qui, par nécessité de survie se sont à un moment donné, organisés en groupes d'auto-défense pour se protéger contre l'ennemi. Ils disent regretter ce qui est arrivé et refusent le terme ex-combattant.

Aujourd'hui, pour s'être familiarisés aux armes, ils ont le sentiment d'être devenus aux yeux de la population, des hommes dangereux et objet de méfiance. La grande majorité des ex combattants rencontrés lors des séances de focus groupe ont le sentiment d'être des laissés pour compte, des personnes oubliées par le pouvoir en place alors même qu'ils ont combattu pour le pays. La lenteur de leur réinsertion professionnelle les pousse à désespérer de leur avenir.

#### **3.2.2- Perception que les ex combattants ont de la population**

Vis-à-vis de la population, les perceptions sont différentes et varient selon le type d'ex-combattants. L'étude révèle que les ex-combattants issus des ex-FAFN acceptent aisément et collaborent volontiers avec les personnes et les communautés favorables au pouvoir en place. Quant à leur position en tant que ex-combattants, ils ont conscience de ne pas être totalement acceptés au sein de la population à cause de leur passé. Ils sont tous assimilés à tort à des voleurs et des coupeurs de route. Cette image d'eux pose un problème de méfiance. Toutefois, ils reconnaissent que certains parmi eux utilisent encore des armes pour se faire de l'argent en agressant les populations.

L'analyse des résultats des discussions lors des séances de focus groupe permet de noter le sentiment de frustration vécu par plusieurs ex combattants qui sont sans ressources financières pour

faire face à leurs besoins primaires. Ils reprochent aux chefs de communautés de ne pas s'impliquer véritablement dans le processus de leur intégration au niveau de la population. La cohabitation est souvent difficile entre les groupes d'auto défense (ex-miliciens) et les associés aux FRCI d'une part et entre ces derniers et les populations autochtones d'autre part. Les groupes d'auto défense (ex-miliciens) affirment avoir une cohabitation difficile avec les FRCI et les chasseurs traditionnels dozos. L'analyse des difficultés actuelles des ex combattants toutes tendances confondues permet de mettre en évidence les attentes spécifiques suivantes :

- La réinsertion de tous les ex combattants pour parvenir à la cohésion sociale et à une paix durable ;
- La réalisation dans les meilleurs délais des promesses et des engagements de l'ADDR vis à vis des ex-combattants ;
- L'implication des ex-combattants dans le choix des projets de réinsertion ;
- La mise sur pied rapide de projets durables dont le montant devrait être revalorisé au-delà des 800 000 F CFA annoncés par l'ADDR.
- La prise en compte des ex-combattants profilés par l'INS et le ministère de la défense ;
- La prise en compte des jeunes non profilés ayant déposé au moins une arme ;
- L'accélération du processus DDR dans l'ouest et le sud-ouest.

### 3.3- Résultats de l'enquête par questionnaire auprès des ex combattants

L'enquête réalisée auprès des ex combattants des localités cibles de l'étude visait à recueillir des informations permettant de(i) comprendre leur situation du moment, (ii) la perception de leur place au sein de la population, (iii) les conditions de leur réinsertion efficace et iv) les conditions de viabilité de leur réinsertion.

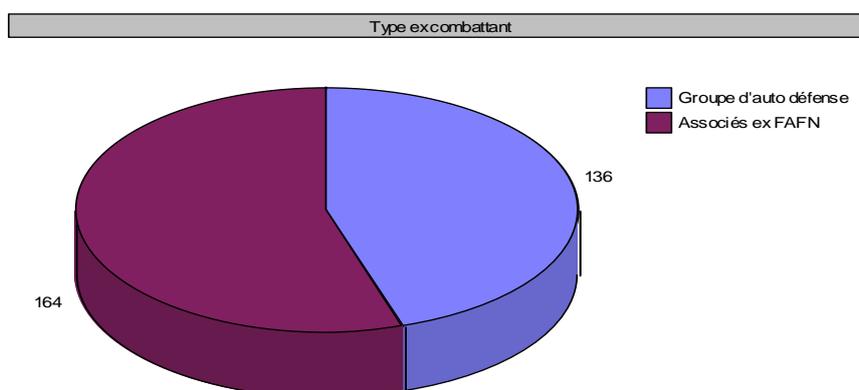
#### 3.3.1- Profils des ex combattants

L'enquête par questionnaire a été réalisée auprès d'une population de trois cent (300) ex combattants issus des deux tendances (groupes d'auto-défense et démobilisés ex FAFN), dont 257 hommes et 43 femmes, installés dans les trois localités cibles de l'étude et dans quelques villages environnants. Ainsi, 136 ex combattants appartenant aux groupes d'auto défense et 164 associés aux ex FAFN ont été soumis au questionnaire d'enquête. Les jeunes ex combattants de tendance groupes d'auto défense sont pour l'essentiel des jeunes autochtones kroumens et guérés, tandis que ceux issus des associés ex FAFN sont généralement des allochtones à dominance malinké, sénoufo et baoulé. L'âge des personnes enquêtées varie en 19 et 66 ans, avec une moyenne de 36 ans. Le tableau ci-dessous donne la répartition de ces ex combattants par localité.

Tableau n°1 : Effectifs des ex combattants rencontrés par localité

Localité d'installation	Nb. cit.	Fréq.
Duékoué	110	36,7%
San Pedro	96	32,0%
Tabou	94	31,3%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>300</b>	<b>100%</b>

Figure n°1 : Effectif des types d'ex combattants rencontrés



Les ex combattants rencontrés sont généralement des personnes non scolarisées (34,30%), ou titulaires du Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires (CEPE), (32,70%), majoritairement sans

emploi stable et rémunérateur avant leur enrôlement au sein des forces combattantes pendant la crise militaro politique qu'a connu le pays. Nombreux sont ceux qui exerçaient de petits métiers dans les domaines du transport, du bâtiment, de la mécanique auto et dans le commerce.

Ayant délaissé ces activités pour prendre les armes, beaucoup de ces a=ex combattants sont aujourd'hui sans emploi et sans ressources financières pour faire face à leurs besoins primaires. Le tableau ci-dessous indique le taux d'occupation professionnel actuel des ex combattants rencontrés.

**Tableau n°2 : Situation professionnelle actuelle des ex combattants.**

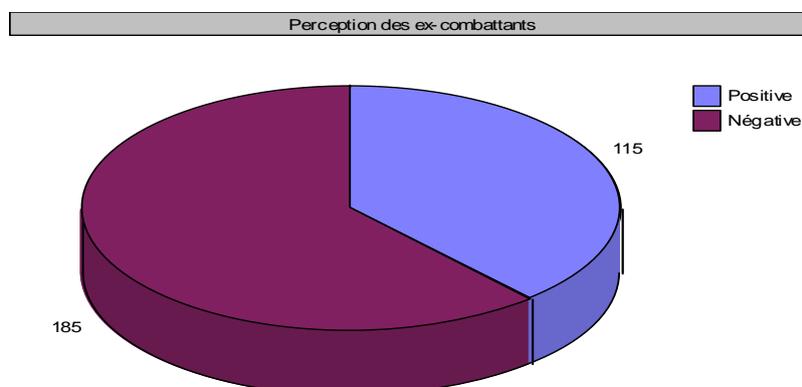
<b>Exercice d'activité professionnelle</b>	<b>Nb. cit.</b>	<b>Fréq.</b>
Oui	84	28,0%
Non	216	72,0%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>300</b>	<b>100%</b>

Les jeunes ex combattants des localités de Duékoué, San Pedro et Tabou, majoritairement sans emploi, sont confrontés à des difficultés financières qu'ils tentent de surmonter en exerçant de petits métiers informels ou en sollicitant l'aide des parents et amis pour satisfaire leurs besoins élémentaires quotidiens.

### 3.3.2- Perception des ex combattants par la population

L'un des axes majeurs de l'enquête réalisée auprès des ex combattants était de cerner leur perception de la population au sein de laquelle ils vivent. Il s'agissait précisément de recueillir leurs opinions sur la place et l'intérêt que la population accorde en règle générale. Ainsi, on note que 61,70% des ex combattants interrogés estiment que la population a une perception négative des ex combattants dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou.

**Figure n°2 : Perception des ex combattants**



Il faut toutefois noter que cette opinion sur la perception des ex combattants au sein de la population varie fortement selon qu'il s'agit des ex combattants issus des groupes d'auto défense ou de ceux associés aux ex FAFN.

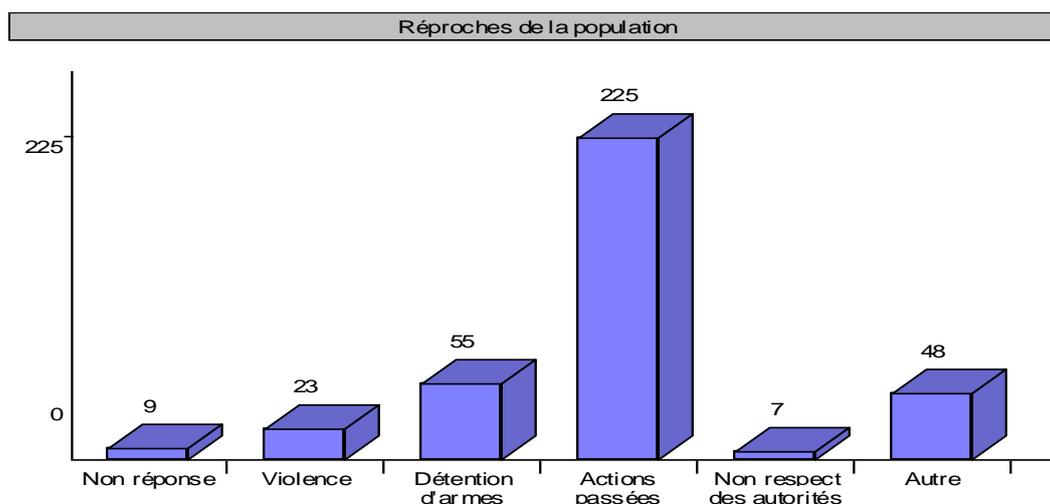
En effet, 42% des ex combattants associés ex FAFN estiment qu'ils sont perçus négativement par la population, contre seulement 19,70% pour ceux issus des groupes d'auto défense. En réalité, la perception des ex combattants par la population est largement fonction de leurs origines et de la frange de population qui les juge. Ainsi, les ex combattants issus des populations autochtones kroumènes et guérés semblent être mieux acceptés par ces populations que ceux issus des populations allochtones et vis versa. Cette tendance s'observe dans chacune des trois localités.

Les ex combattants démobilisés ex FAFN estiment avoir un faible crédit de confiance auprès de la population autochtone en règle générale, même s'ils ne sont pas systématiquement exclus des activités communautaires. Par ailleurs, des rivalités et des sentiments de méfiance subsistent encore entre les deux catégories d'ex combattants en présence dans la zone d'étude. On observe une forte cohésion à l'intérieur de chacune des deux entités, mais beaucoup de tensions et de conflits larvés entre les membres des groupes d'auto défense et ceux des démobilisés ex FAFN, chaque tendance reprochant à l'ADDR de faire la part belle à l'autre camp.

Dans tous les cas, la présence des ex combattants semble être bien tolérée au sein de la population globale, car seulement 20% des démobilisés ex FAFN affirment avoir des difficultés d'intégration contre 11,7% pour les groupes d'auto défense. Ces proportions varient fortement au sein des communautés prises séparément et en fonction des deux tendances d'ex combattants.

Les populations reprochent généralement aux ex combattants leur comportement pendant le conflit armé et la crise post électorale de 2011, mais surtout la possession d'armes, la violence et l'arrogance verbale actuelle de certains d'entre eux. Le processus de désarmement conduit dans la zone ne semble pas avoir convaincu de nombreuses personnes qui pensent que les ex combattants gardent encore par devers eux de nombreuses armes non déclarées dont ils se servent pour commettre des actions répréhensibles (braquage de domiciles et sur les axes routiers). Cette suspicion augmente la méfiance à l'endroit des ex combattants qui tout en reconnaissant la matérialité de ces faits pour certains cas, estiment que la grande majorité d'entre eux aspire à retrouver une vie normale au sein de la population.

**Figure n° 3 : Types de reproches faits par la population aux ex combattants**



**Tableau n° 3 : Répartition des types de reproches par catégories d'ex combattants**

Réproches de la population	Non réponse	Violence	Détention d'armes	Actions passées	Non respect des autorités	Autre	TOTAL
<b>Type ex combattant</b>							
Groupe d'auto défense	1,3%	3,0%	7,0%	35,0%	0,7%	8,7%	-
Associé ex FAFN	1,7%	4,7%	11,3%	40,0%	1,7%	7,3%	-
<b>TOTAL</b>	<b>3,0%</b>	<b>7,7%</b>	<b>18,3%</b>	<b>75,0%</b>	<b>2,3%</b>	<b>16,0%</b>	

De leur côté, les ex combattants disent reprocher aux chefs de communautés leur indifférence, leur non assistance et leur méfiance à leur égard. En effet, 45,7% des ex combattants rencontrés (toutes tendances confondues) reprochent aux chefs de communautés de ne pas les aider à se réinsérer socialement, et 37,3% de ne leur apporter assistance que de manière occasionnelle. Quant aux autorités en charge de leur réinsertion socio-professionnelle et notamment l'ADDR, les ex combattants dans leur grande majorité (90,3%) ne comprennent la lenteur de leurs interventions. Beaucoup sont ceux qui commencent à douter de l'efficacité du processus de réinsertion et des promesses faites par les autorités compétentes. On note une grande impatience au sein des ex combattants toutes tendances confondues qui le sentiment de ne pas être vraiment pris au sérieux et qui disent regretter d'avoir rendu leurs armes.

**Tableau n° 4 : Types de reproches des ex combattants aux chefs de communautés**

Reproches aux chefs de communautés	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	15	5,0%
Leur indifférence	98	32,7%
Leur non assistance	79	26,3%
leur méfiance à votre égard	131	43,7%
Autre	34	11,3%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>300</b>	

### 3.3- Conditions d'intégration efficace des ex combattants

Pour leur réinsertion professionnelle, 91,3% des ex combattants rencontrés voudraient exercer une activité libérale par la réalisation de projets personnels, contre seulement 8,7% qui souhaitent avoir un emploi salarié au sein d'une structure publique, para publique ou d'une entreprise privée locale. Les corps de métiers recherchés sont prioritairement le commerce, l'élevage, la restauration et la création de plantations de produits de rente. Les raisons évoquées pour cette option de recherche d'activités libérales sont principalement le manque de formation professionnelle et les discriminations à l'emploi dont certains disent être victimes de la part des chefs d'entreprises qui leur reprochent leur passé de "miliciens" ou de "rebelles". Ceux qui exerçaient des activités avant leur intégration au sein des forces combattantes espèrent obtenir des appuis financiers suffisants pour reprendre leurs occupations professionnelles initiales.

En ce qui concerne le choix de leur lieux de réinsertion, 73% des ex combattants interrogés voudraient rester sur place pour des raisons familiales ou de convenances personnelles, avec une proportion de 40,3% pour les groupes d'auto défense contre 32,7% pour les démobilisés ex FAFN.

**Figure n°4 : Types d'activités recherchées par les ex combattants**

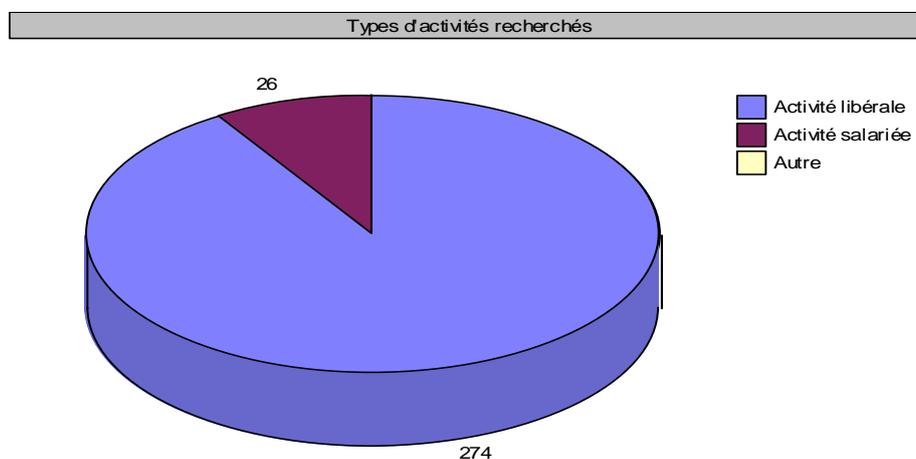
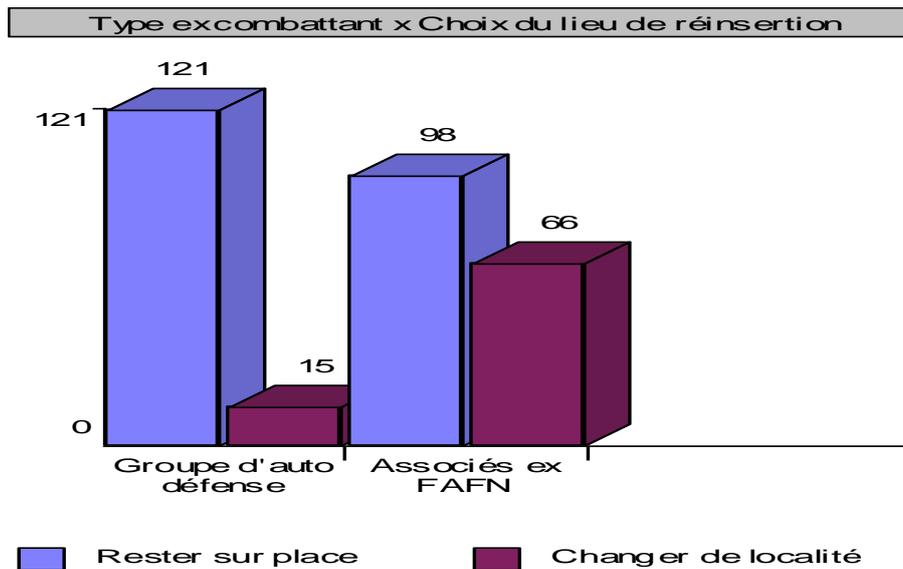


Figure n° 5 : Choix du lieu d'insertion par type d'ex combattant



### 3.4- Conditions de viabilité de la réinsertion des ex combattants

Les hypothèses de recherche relatives à la viabilité de la réinsertion socio-professionnelle des ex combattants dans les localités ciblées par l'étude ont été formulées autour (i) de la volonté effective de désarmement des ex combattants, (ii), de leur volonté ferme à retrouver une vie normale au sein de la population, (iii) des précautions à prendre pour assurer l'acceptation des ex combattants toutes tendances confondues au sein de la population globale et (iv) de la bonne utilisation des fonds qui seront mis à leur disposition pour le financement de leurs projets personnels.

Pour ce qui est du désarmement des ex combattants, les populations en règle générale ainsi qu'une frange importante des autorités locales (notamment de défense et de sécurité) se disent sceptiques de l'efficacité des actions jusque là menées sur le terrain, car pensent-ils beaucoup d'armes sont encore en circulation dans la zone. Les indiscretions de certains ex combattants corroborent cette appréciation des faits à travers des aveux sous couvert d'anonymat de détention d'armes. A la question de savoir ce qu'il convient de faire pour convaincre les plus réticents à rendre leurs armes cachées, l'enquête a permis de mettre en évidence la nécessité de donner des compensations conséquentes aux premiers qui ont ouvertement collaboré à l'opération de désarmement volontaire. En effet, certains de ceux-ci disent être encore en attente de la réalisation des promesses faites par les autorités. 84% des indécis affirment avoir besoin d'être rassurés que rien ne leur arriverait en cas de dépôt public de leurs armes. Le mode opératoire de la restitution semble également être de nature à dissuader ceux-ci, car la rivalité et les suspicions de velléités de reprise des hostilités de part et d'autre des différentes tendances d'ex combattants ne sont pas de nature à encourager la participation active de tous au processus de

désarmement public. Les groupes d'auto défense notamment disent être victime de discrimination dans le processus de collecte d'arme, car les dozos et certains associés ex FAFN continuent de circuler avec des armes sans être inquiétés.

L'implication des chefs de communautés dans la collecte d'armes est aussi recommandée par certains ex combattants, pour mettre en confiance les acteurs. Les autres alternatives souhaitées sont notamment l'accélération du processus de financement des projets de ceux qui ont déjà été désarmés et la sensibilisation continue au sein des communautés et des associations de jeunesse.

**Tableau n° 5 : Types de mesure pour l'acceptation du désarmement effectif**

<b>Conditions d'acceptation du désarmement</b>	<b>Nb. cit.</b>	<b>Fréq.</b>
Donner des compensations	215	71,7%
Donner des assurances	254	84,7%
Impliquer les chefs de communautés	100	33,3%
Agir par la force	2	0,7%
Autre	25	8,3%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>300</b>	

Pour le retour des ex combattants à une vie normale au sein de la population, l'instauration d'un climat de confiance réciproque et de collaboration entre les deux tendances d'ex combattants d'une part et entre celles-ci et la population globale d'autre part est nécessaire. C'est pourquoi, 89,3% des personnes rencontrées recommandent la réalisation de campagnes de sensibilisation des ex combattants au sein de leurs entités respectives, et la sensibilisation des communautés dans leurs différentes composantes autochtones, allochtones et allogènes, pour l'acceptation des ex combattants dans leurs diversités.

Par ailleurs, les ex combattants rencontrés lors de l'enquête insistent particulièrement sur la nécessité pour les autorités de tenir leurs engagements et les promesses faites en finançant effectivement et rapidement les projets d'insertion professionnelle des personnes démobilisées.

La lenteur dans la réinsertion effective des ex combattants démobilisés est difficilement vécue par ceux-ci, et constitue un facteur de découragement, voire de regret du dépôt des armes par un bon nombre d'ex combattants de deux bords.

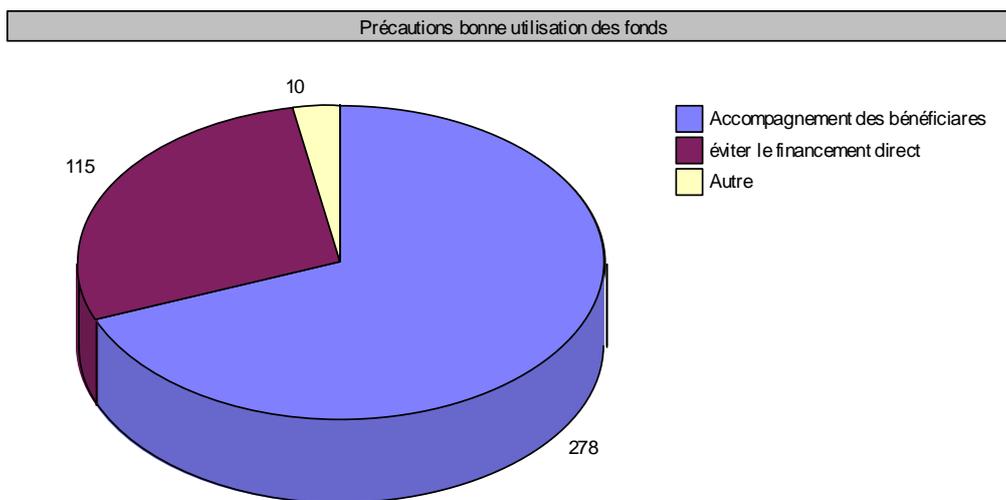
Par ailleurs, le sentiment de rejet par les communautés vécu par certains ex combattants, de même que l'influence négative de certains hommes politiques sont considérés comme des facteurs déterminants, susceptibles de faire échouer le processus de réinsertion des ex combattants voulu et mis en œuvre par les autorités.

En plus de ces principaux facteurs de risque d'échec du DDR, faut prendre en compte la nécessité de procéder au choix rationnel et rigoureux des cabinets en charge de la formation, de l'installation et du suivi des ex combattants. Les cahiers de charges de ces cabinets doivent être clairs et faire l'objet de suivi et d'évaluation de la part des autorités, afin d'assurer le bon accompagnement/encadrement des projets financés.

**Tableau n° 6 : Facteurs possibles d'échec du DDR**

<b>Facteurs possibles d'échec du DDR</b>	<b>Nb. cit.</b>	<b>Fréq.</b>
Rejet des communautés	131	43,7%
Insécurité	127	42,3%
Influences politiques	135	45,0%
Absence de possibilités locales	46	15,3%
Autre	49	16,3%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>300</b>	

**Figure n° 6 : Précautions pour la bonne utilisation des fonds accordés aux projets**



## **IV- LEÇONS APPRISSES**

L'étude de référence sur la perception réciproque ex combattants-population dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou a été une occasion unique de rencontre et d'échanges directs, francs et quelque fois passionnés notamment avec les ex combattants des localités visitées. Les principales leçons apprises de cette expérience sont résumées dans les points suivants :

- La nécessité de promouvoir le dialogue intercommunautaire comme préalable à la réinsertion durable des deux tendances d'ex combattants qui cohabitent dans la zone ;
- La nécessité d'initier et de maintenir le dialogue entre les deux tendances (ex miliciens et ex associés FAFN) pour briser le mur de méfiance réciproque
- La nécessité de renforcer les opérations de collecte d'armes à travers une approche plus participative et avec des moyens techniques appropriée de détection ;
- La nécessité de dynamiser le processus pour rétablir la confiance entre les ex combattants et l'ADDR.

## V- RECOMMANDATIONS

Les échanges multiformes réalisées avec les principales parties prenantes au processus DDR dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou ont permis la collecte et l'analyse croisée d'une quantité importante de données. Cette démarche a permis, conformément aux objectifs de l'étude diagnostique, de (i) faire l'état des lieux de la perception des ex combattants par la population et vice versa, de (ii) décrire les relations entre ex combattants et populations (perception, appréhension des populations, des ex combattants,...), et (iii) d'identifier les problèmes auxquels sont confrontés les ex combattants dans le cadre de leur réinsertion.

Au regard de la perception que population et ex-combattants ont chacun l'un de l'autre, ainsi que des besoins en réinsertion de ces derniers dans les localités visitées, les actions suivantes devraient être mises en œuvre pour répondre efficacement aux besoins et problèmes identifiés :

- Renforcer la sensibilisation des ex combattants au dépôt effectif des armes, car tout porte à croire que nombreuses armes sont encore dissimulées par ceux-ci dans les camps (groupes d'auto-défense et démobilisés ex FAFN) ;
- Rapprocher les deux tendances d'ex combattants par la promotion du dialogue intercommunautaire visant à briser la méfiance et la défiance réciproque ;
- Envisager des sessions de formation pour les ex-combattants sur l'Education civique, la transformation des conflits etc... pour leur propre transformation progressive avant de les engager dans des programmes de réintégration à long terme dans les communautés (séances de resocialisation qui pourraient être concomitantes aux activités de réintégration, pour qu'elles intéressent les ex-combattants
- Faire de certains ex-combattants formés des agents de changement auprès de leurs collègues en les accompagnants à mener eux-mêmes des actions de transformation et de sensibilisation dans les différentes zones. Il s'agit notamment d'utiliser les ex-leaders qui gardent toujours leurs qualités malgré le Désarmement, les faire bénéficier des dividendes de la paix
- En vue de permettre leur socialisation avec les membres des communautés, impliquer les ex-combattants avec les autres membres des communautés dans des rencontres permanentes d'échanges où ils ont l'occasion de s'exprimer, dans des activités culturelles, de sensibilisation pour la paix et les faire participer dans des actions d'intérêts communs au niveau communautaire. Cela va réduire la stigmatisation des ex-combattants et eux-mêmes se sentiront utiles à leurs communautés et ces dernières ne les verront plus comme des dangers.

- Communiquer suffisamment sur le processus DDR pour que les ex-combattants et les populations puissent le comprendre de la même façon. Dans ce sens, il faudra impliquer la COMNAT pour faire la différence
- Accélérer le processus de réinsertion des ex combattants démobilisés afin de rétablir la confiance entre ceux-ci et l'ADDR qui tend de plus en plus à disparaître ;
- Impliquer les chefs de communautés dans le rapprochement entre populations et ex combattants et entre les deux tendances d'ex combattants ;
- Associer les leaders politiques au processus de cohésion sociale ;
- Mettre en place des mécanismes systématiques de suivi des ex-combattants et de leurs projets de réintégration à l'aide des cabinets spécialisés comme par exemple pour assurer le suivi psychologique, le suivi de transformation progressive, le suivi de l'évolution des leurs projets etc..
- Régler la question des ex combattants profilés par l'INS et le PNRRC.

La mise en œuvre de ces actions nécessitera la pleine collaboration des principaux acteurs et partenaires impliqués dans le processus DDR et de promotion de la cohésion sociale

#### **5.1- Recommandations à l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) :**

- **En matière de sensibilisation au processus DDR**
  - Renforcer les séances d'information et de sensibilisation de proximité sur le processus DDR ;
  - Impliquer les autorités administratives locales, les chefs coutumiers et les leaders communautaires dans le processus DDR ;
  - Sensibiliser les ex-combattants et les communautés d'accueil à cultiver la paix et à promouvoir la cohésion sociale.
- **En matière de Désarmement et de Démobilisation**
  - Poser des actions visant à encourager le dépôt d'arme ;
  - Impliquer les autres structures engagées dans la collecte d'armes dont la COMNAT
  - Mettre en place un mécanisme visant à prendre en charge rapidement les ex-combattants ayant déposés les armes ;
  - Mettre à la disposition des responsables des ex-combattants la liste des éléments ayant désarmés en vue du contrôle de leurs effectifs ;

- **En matière de Réinsertion et de Réintégration**

- Prendre en compte les ex-combattants n'ayant pas encore été profilés toute tendance confondue ;
- Prendre en compte les jeunes ayant déposé les armes mais n'ayant pas été profilés ;
- Prendre en compte les profilés de l'INS et du ministère de la défense ;
- Associer les ex-combattants dans le choix de leur projet ;
- Assurer une formation, un encadrement de qualité aux ex-combattants ;
- Installer les ex-combattants dans des projets durables ;
- Mettre en place un mécanisme de contrôle rigoureux des fonds octroyés aux ex-combattants pour leur réinsertion. Cela pourrait se faire en impliquant dès le départ les services techniques de l'Etat ;
- Assurer un suivi de proximité des ex-combattants une fois installés dans leur projet ;
- Informer les responsables des ex-combattants des bénéficiaires déjà installés dans les projets.

- **En matière d'appui des communautés d'accueil des ex-combattants**

- Associer dans le processus DDR, les réfugiés de retour au pays ;
- Apporter un appui aux communautés d'accueil des ex-combattants en matière de renforcement des capacités organisationnelles pour parer à la perception selon laquelle les ex-combattants sont des privilégiés.
- Apporter un appui aux communautés d'accueil des ex-combattants en matière de renforcement des capacités de productions ;
- Apporter un appui aux communautés d'accueil des ex-combattants en matière de réhabilitation d'infrastructures détruites du fait de la crise.

## **5.2- Aux partenaires intervenants dans la thématique cohésion sociale**

- Renforcer les actions de sensibilisation des communautés à la culture de la paix et à la promotion de la cohésion sociale ;
- Apporter un appui aux communautés d'accueil des ex-combattants en matière de renforcement des capacités organisationnelles ;
- Apporter un appui aux communautés d'accueil des ex-combattants en matière de renforcement des capacités de productions ;

- Apporter un appui aux communautés d'accueil des ex-combattants en matière de réhabilitation d'infrastructures détruites du fait de la crise ;
- Poursuivre le financement, soutenir le processus DDR et le développement des activités de cohésion sociale.

## CONCLUSION

De nature essentiellement qualitative, l'étude de base sur la perception réciproque ex combattants-population dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou a été réalisée à travers la collecte et l'analyse d'opinions, de faits et de témoignages impliquant près de quatre cent (400) personnes dont trois cent (300) ex combattants. Ainsi, des échanges approfondis ont été réalisés avec différentes franges de la population constituées notamment d'autorités administratives civiles et militaires, d'élus locaux, de chefs de communautés et de villages, de responsables d'associations et d'acteurs de la société civile. L'analyse croisée des données collectées à travers l'organisation d'entretiens individuels semi-structurés, de séances focus groupe et par l'administration d'un questionnaire d'enquête a permis de mettre en évidence l'absence de déterminants essentiels de la cohésion sociale tels que la confiance et le dialogue intercommunautaires, l'acceptation des différences et la culture de la tolérance.

En effet, trois années après la fin de la crise post électorale en Côte d'Ivoire, la cohésion sociale reste encore à bâtir entre les populations et les ex combattants dans les localités de Duékoué, San Pedro et Tabou qui ont été le théâtre de violences intercommunautaires multiformes. La présence des ex combattants est diversement appréciée au sein des différentes communautés qui les acceptent ou s'en méfient sur la base de considérations liées à des questions d'orientation politique et/ou ethniques. Les faits tendent à montrer que certaines communautés pensent que la présence des ex-combattants en leur sein ne constituent pas un problème majeur tandis que d'autres affirment à contrario que cette présence est un danger potentiel. On note de part et d'autres, la survivance de réflexes de replis identitaires, dans un climat de méfiance inter communautaire qui inhibe fortement les initiatives de réinsertion socio-professionnelle des ex combattants.

Il apparaît par conséquent que la problématique de la réinsertion socio professionnelle des ex combattants telle que envisagée par le processus DDR, se pose avant tout en termes défis à relever pour l'instauration du dialogue inter communautaire véritable dans les localités ciblées par l'étude. La question de la méfiance intercommunautaire, expression manifeste d'une cohésion sociale fragile doit être traitée pour donner plus de chance de succès à la réinsertion des ex combattants issus des deux tendances (ex miliciens et ex rebelles).

Par ailleurs la triangulation des données collectées auprès des principales parties prenantes au processus DDR montre la nécessité de prendre rapidement des mesures pour notamment :

- Renforcer la sensibilisation des ex combattants au dépôt effectif des armes, car tout porte à croire que nombreuses armes sont encore dissimulées par ceux-ci dans les camps (groupes d'auto-défense et démobilisés ex FAFN) ;
- Régler la question des ex combattants profilés par l'INS et le PNRRC.
- Accélérer le processus de réinsertion des ex combattants démobilisés afin rétablir la confiance entre ceux-ci et l'ADDR qui tend de plus en plus à disparaître.

# ANNEXES

## Annexe 1 : Matrice d'évaluation

Axes d'étude	Questions principales	Sous-Questions Spécifiques	Sources de données	Méthodes/Outils de collecte de données	Indicateurs	Méthodes d'analyse des données
<b>Profilage des ex-combattants</b>	Quelle était votre situation avant de devenir combattant ?	Quel est votre niveau scolaire ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau moyen de scolarisation	Etablissement du tableau descriptif du niveau scolaire des ex-combattants
		Quel diplôme avez-vous ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau moyen de qualification	Etablissement du tableau descriptif des ex-combattants diplômés
		Quelle était votre situation professionnelle avant de devenir combattant ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Taux d'occupation initial des ex-combattants	Etablissement du profil de carrière initial des ex-combattants
		Quel métier exerciez-vous avant de prendre les armes ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des activités initiales des ex-combattants	Etablissement des types de métiers initialement exercés par les ex-combattants
	Quelle est votre situation présente ?	Exercez-vous une activité professionnelle en ce moment ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Taux d'insertion actuel des ex-combattants	Analyse du taux d'occupation actuelle des ex-combattants
		Etes-vous financièrement indépendant ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'autonomie financière des ex-combattants	Analyse de la situation financière actuelle des ex-combattants
		Quelles sont vos difficultés actuelles ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des difficultés actuelles des ex-combattants	Analyse des difficultés actuelles des ex-combattants des localités
		Comment arrivez-vous à faire face à vos difficultés ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des stratégies alternatives de survie des ex-combattants	Analyse des alternatives mises en place par les ex-combattants pour vivre
		Détenez-vous encore une arme sur vous ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Taux d'ex-combattants détenteurs d'armes	Analyse du nombre de détenteurs d'armes
		Seriez-vous disposés à rendre votre arme ?	Ex-combattant	Enquête par questionnaire Focus groupe	Disposition au désarmement	Analyse du niveau d'acceptation du désarmement
	<b>Perception des ex-combattants par la population</b>	Que pensez-vous de la présence des ex-combattants dans votre	Pensez-vous que la présence des ex-combattants dans votre localité est dangereuse ?	Autorités locales Chefs de communautés	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population

	localité ?	Pensez-vous que les ex-combattants sont des personnes fréquentables ?	Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception des ex-combattants par les populations
		Seriez-vous prêt à travailler (collaborer) avec des ex-combattants ?	Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception des ex-combattants par les populations
		Que reprochez-vous aux ex-combattants ?	Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception des ex-combattants par les populations
		Pensez-vous que l'insécurité dans la localité est due aux ex-combattants ?	Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception des ex-combattants par les populations
		Pensez-vous que tous les ex-combattants soient disposés à reprendre une vie normale ?	Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception des ex-combattants par les populations
<b>Perception de la population par les ex-combattants</b>	Pensez-vous que la population accepte facilement en ce moment votre présence dans la localité ?	Pensez-vous que les ex-combattants sont bien perçus par le reste de la population ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception de la population par les ex-combattants
		Pensez-vous que la population fait confiance aux ex-combattants ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception de la population par les ex-combattants
		Les ex-combattants sont-ils associés aux activités de la communauté ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception de la population par les ex-combattants
		Avez-vous des difficultés d'intégration sociale actuellement au sein de la population de votre localité ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception de la population par les ex-combattants
		Les chefs de communautés vous aident-ils à vous réintégrer socialement ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception de la population par les ex-combattants
		Que reprochez-vous aux chefs de communautés ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception de la population par les ex-combattants
		Que reprochez-vous aux autorités en charge de votre insertion socio professionnelle ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Niveau d'acceptation des ex-combattants par la population	Analyse de la perception de la population par les ex-combattants
<b>Analyse des besoins en matière de</b>	Qu'est-ce vous attendez du processus	Quel type d'activité professionnelle aimeriez-vous exercer ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire	Nature des activités d'insertion	Etablissement du tableau des types d'occupations

<b>réinsertion professionnelle</b>	de Désarmement, Démobilisation et réinsertion (DDR) mis en place par l'Etat et les partenaires au développement ?			Entretien direct	recherchées	souhaitées
		Aimeriez-vous travailler seul ou en association avec d'autres ex-combattants ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des activités d'insertion recherchées	Analyse des possibilités d'organisation des ex-combattants en associations
		Aimeriez-vous créer votre propre activité ou être embauché comme salarié dans une structure locale ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des activités d'insertion recherchées	Analyse de d'esprit d'entreprise des ex-combattants
		Aimeriez-vous rester sur place ou changer de localité pour votre réinsertion professionnelle?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des activités d'insertion recherchées	Analyse de d'esprit d'entreprise des ex-combattants
		Avez-vous une formation pour ce que vous voulez faire ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Taux de personnes qualifiées	Analyse des types de formations souhaitées
		Quel type de formation aimeriez-vous recevoir ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des formations recherchées	Analyse des types de formations souhaitées
		Existe-il des structures de formation dans votre localité pour assurer la formation que vous souhaitez ?	Ex-combattants	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature de l'offre de formation locale	Analyse des possibilités de formation sur place
<b>Analyse des possibilités d'insertion professionnelle dans la localité</b>	Quelles sont les possibilités d'insertion professionnelle des ex-combattants dans la localité ?	Quelles sont les possibilités d'auto emploi (secteurs porteurs) que vous percevez dans votre localité ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Potentialités locale d'emploi	Analyse des possibilités locales d'insertion professionnelle
		Quelles sont les structures locales qui pourraient employer des ex-combattants ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Potentialités locale d'emploi	Analyse des possibilités locales d'insertion professionnelle
		Existe-t-il des initiatives locales d'insertion professionnelle des jeunes ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Potentialités locale d'emploi	Analyse des possibilités locales d'insertion professionnelle
		Existe-t-il des associations de jeunesse capables d'accepter en leur sein des ex-combattants et de les encadrer ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Potentialités locale d'emploi	Analyse des possibilités locales d'insertion professionnelle
	Que faut-il faire pour que les ex-combattants puissent trouver une	Que faut-il faire pour que les ex-combattants acceptent de rendre les armes ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des mesures d'accompagnement à envisager	Analyse des conditions d'accompagnement du DDR

<b>Conditions de succès et de viabilité de l'insertion socio professionnelle des ex-combattants</b>	place respectable au sein de la communauté ?		Personnes- ressources			
		Que faut-il faire pour que les ex-combattants retrouvent une vie normale dans la communauté ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des mesures d'accompagnement à envisager	Analyse des conditions d'accompagnement du DDR
		Qu'est-ce qui selon vous peut faire échouer la réinsertion sociale et professionnelle des ex-combattants ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des mesures d'accompagnement à envisager	Analyse des conditions d'accompagnement du DDR
	Que faut-il faire pour que le DDR soit un succès dans votre localité ?	Quelles précautions faudra-t-il prendre pour que les ex-combattants une fois installés ne retournent plus dans la violence armée ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des mesures d'accompagnement à envisager	Analyse des conditions d'accompagnement du DDR
		Quelles précautions faudra-ti-prendre pour que les financements qui seront accordés aux ex-combattants soient bien utilisés pour leur insertion professionnelle effective ?	Ex-combattants Autorités locales Chefs de communautés Personnes- ressources	Enquête par questionnaire Entretien direct	Nature des mesures d'accompagnement à envisager	Analyse des conditions d'accompagnement du DDR

## Annexe 2 : Guide d'entretien semi-structuré

(Applicable aux autorités locales, aux chefs de communautés, aux OSC et aux leaders des associations de jeunesse)

<b>RENCONTRE AVEC:</b>		<b>FONCTIONS :</b>	
<b>DATE :</b>		<b>LIEU :</b>	<b>PLAGE HORAIRE:</b>
TYPE : INTERVIEW <input type="checkbox"/>		ENTRETIEN <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>QUESTIONS</b>		<b>REPONSES</b>	
1	Que pensez-vous de la présence des ex combattants au sein de la population ?		
2	Pensez-vous que les ex-combattants sont des personnes fréquentables?		
3	Seriez-vous prêt à travailler (collaborer) avec des ex-combattants ?		
4	Que reprochez-vous aux ex-combattants ?		
5	Pensez-vous que l'insécurité dans la localité est due aux ex-combattants ?		
6	Pensez-vous que tous les ex-combattants soient disposés à reprendre une vie normale ?		
7	Que faut-il faire pour que les ex-combattants acceptent de rendre les armes ?		
8	Que faut-il faire pour que les ex-combattants retrouvent une vie normale dans la communauté ?		

9	Qu'est-ce qui selon vous peut faire échouer la réinsertion sociale et professionnelle des ex-combattants ?	
10	Quelles précautions faudra-t-il prendre pour que les ex-combattants une fois installés ne retournent plus dans la violence armée ?	
11	Quelles précautions faudra-t-il prendre pour que les financements qui seront accordés aux ex-combattants soient bien utilisés pour leur insertion professionnelle effective ?	
12	Y-a-t-il d'autre(s) point(s) que vous souhaitez soulever non traité(s) par les questions ci-dessus ?	

### Annexe 3 : Conducteur pour l'animation des groupes de discussions (focus groupes) avec les ex combattants

<b>LOCALITE :</b>	<b>LIEUX :</b>		<b>DATE :</b>		
			<b>PLAGE HORAIRE :</b>		
<b>Présenter l'objet de la discussion :</b>	Faire l'étude de base de la perception réciproque ex combattants-populations				
<b>Faire un exposé introductif sur les enjeux de l'étude de base :</b>	Il s'agit d'une étude indépendante dont l'objectif est d'examiner les conditions de mise en œuvre et de réussite du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des ex-combattants. Nous cherchons à identifier les obstacles à surmonter pour briser la méfiance entre la population et les ex-combattants. Les résultats de cette étude de base, sous forme de conclusions et recommandations, seront présentés aux commanditaires et aux partenaires au développement pour une meilleure orientation des actions à mener dans le cadre du DDR, afin de bien prendre en compte les besoins, attentes et priorités des ex-combattants et de leurs communautés d'accueil.				
<b>Principaux points à aborder :</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Perception que les ex combattants ont d'eux-mêmes</li> <li>2. Perception que les ex combattants ont de la population</li> <li>3. Difficultés présentement vécues par les ex combattants au sein des communautés</li> <li>4. Attentes des ex combattants en matière de réinsertion</li> <li>5. Conditions de succès du DDR selon les ex combattants</li> </ol>				
<b>Présentation des principales informations collectées :</b>	<i>Perception que les ex combattants ont d'eux-mêmes</i>	<i>Perception de la population par les ex combattants</i>	<i>Difficultés présentement vécues par les ex combattants</i>	<i>Attentes des ex combattants en matière de réinsertion</i>	<i>Conditions de succès du DDR</i>
	- - - - -	- - - - -	- - - - -	- - - - -	- - - - -
<b>Divers :</b>					

## Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

### Liste des autorités et des personnes rencontrées à San Pedro

NOM ET PRENOMS	FONCTION	CONTACTS
COULIBALY Adama	Chargé de communication ADDR	09724018
YOKOZO Firmin	Secrétaire Général de la S/ Préfecture	09 15 16 18
Zézé Bertin	Sous-préfet	
GUEU Paulin	4 <sup>er</sup> Adjoint au maire	05 61 62 30 / 08 11 90 25
Mme BEUGRE Tétako Epse Inago	2 <sup>eme</sup> Adjoint au maire	08 09 83 69/46 01 58 33
NEMLIN Goué Pierre	Chef central des kroumen	08 02 81 30
NENNE Gueye	Chef de terre	46 81 12 12
GNEPA Pascal	Pdt CDVR, chef de canton de la commune de Kayé	06 48 60 25/59 73 93 86
PANAN Gosso	Chef de DIGBOUE-Klou	07 16 02 66
OUATTARA Seydou	Préfet de police de SAN PEDRO	09 99 53 99/06 29 29 72
CAMARA Seydou	Président ONG/ MOCAM-CI	07 99 52 70/06 48 69 14
GBATTA Welson	Président UDESI ONG/ MOCAM-CI	07 76 37 69
AMON Jérôme	Président MOCAM-CI	07 57 35 83
KOFFI Raymond	Directeur MOCAM-CI	47 08 44 65
GALET Jean PAUL	Responsable communication	08 36 26 42
YAPI Agoa	Coordonnateur ONG FEMAD	05 62 44 07/ 48 30 87 26
BAHOU Hilaire	Secrétaire Général ONG FEMAD	08 42 81 40/40 49 42 60
BOUTTI Christophe	Chargé de programmes ONG FEMAD	
REV BOGRO Isaac	Pasteur surintendant du district de SAN PEDRO	45 86 62 73
MEL Joseph	Membre de l'église	07 61 61 42
DJOH Lath Joseph	Membre de l'église	07 00 42 80
VAHOU Marcel	Membre de l'église	07 91 77 07
ADJE Jean Claude	Membre de l'église	04 00 32 60
DJETOU Jean	Membre de l'église	07 60 35 94
LOU DON Jean Louis	Membre de l'église	08 06 57 37
TIENE Drissa	Président Communal des jeunes du RDR (SAN PEDRO)	05 33 50 74

CAPITAINE BAMBA Bakary	Adjoint au commandant de Brigade	06 27 96 47
ADJUDANT Chef WAYORO	Adjudant-chef	05 69 08 24
ADJUDANT CHEF BLIE BI	Adjudant-chef	46 13 87 44
Mme GANDA Abdourahamane	Coordonnateur du bureau de SAN PEDRO	05 99 02 88
CAPITAINE DELTA	CAMP FRCI SAN PEDRO	09 32 04 87
BAKARY Bamba	Commissaire adjoint du commandant de brigade	06 27 96 47
WAYORO Thomas	Adjudant chef	05 69 08 24
BLIE Bi	Adjudant chef	46 13 87 44
LAGO .A. Decoster	Délégué Régional R J R	08 12 60 17
Martial Detchi	Journaliste à Fraternité matin	07 83 49 60
DOSSO Mourlaye Abdoulaye	Journaliste à Expression	4 90 38 17
OUREGA Alain	Journaliste L'inter	06 12 79 62
DEBOLLEY A	Journaliste à notre voie	57 91 44 15
BOGRO Isaac	Pasteur surintendant à l'église Méthodiste Unie	45 86 62 73
DJOH Lath Joseph	Pasteur à l'église Méthodiste Unie	07 00 42 80
MEL Beré Joseph	Pasteur à l'église Méthodiste Unie	07 61 61 42
BOSSON .E Luc	Pasteur à l'église Méthodiste Unie	07 4207 42 55 01
LOUE Don Jean Louis	Pasteur l'église Méthodiste Unie	08 06 37 37
COULIBALY Zoumana	Chef de Bureau ADDR	
KLA Nemlin	Président central de la jeunesse de San Pedro	49 49 12 40
OUATTARA	Imam Principal de la mosquée de San Pedro	44 91 53 33
BAGUIRA Djeneba Epse KONATE	Présidente ONG Magique	66 34 41 36
BOUTTI Christophe Sehi	ONG Magique	05 34 11 36
KOUAME Kouamé	Président ONG MOCAM-CI	47 44 12 93
SEYDOU Camara	ONG MOCAM-CI	07 99 52 70
DODO LOROU	Chef central des Bétés	05 88 84 54
TAKI k	Porte parole du chef Central des bétés	08 66 18 18
GRAH Honoré	Communauté bété	09 11 65 40
TRE Gosse Alexis	Chef Canton	06 23 78 87
YEPE Alphonse	Communauté bété	08 39 55 45
TRE Bissoa	Communauté bété	48 39 82 22
ZADY Gbohoury	Communauté bété	45 99 35 78

ADOU Joachim	Communauté bété	03 18 98 39
BLE Félix	Chef coutumier bété	08 07 11 29
BLE Isidore	Communauté bété	47 43 85 58
KOUASSI Agui Remi	Communauté bété	07 57 04 10
BAGRE Hervé	Communauté bété	08 17 05 45
GUEDE Jean	Communauté bété	45 68 72 85
KONE Salimata	Présidente de l'association des femmes du Nord	47 29 12 70 08 12 28 89
YEO Nadjata	Association des femmes du Nord	05 63 84 26
TRAORE Tantio	Association des femmes du Nord	09 15 78 64
KOYE Gnepa Pascal	Chef Canton ; Président de CDVR	59 73 93 86
KAGNON Kia Paul	Chef de village de Poro	07 16 01 11
PANAN PONAN Gosso Etienne	Chef du village de Digboue-klou	07 16 02 66
NENNE Gaye	Chef de terre de Digboue-klou	46 81 12 12
PANA Leon	Notable du chef de Digboue-klou	05 30 59 36
GANDA Abdourahmane	Coordonateur du bureau ONUCI	05 99 02 88
ACHI Frederic	Secrétaire Général de la mairie	07 04 71 15
GNEPA Teka Marc	Galaxie réunifiée	07 11 42 72
TOH Gnahoué Luc junior	Galaxie réunifiée	08 87 67 43 41 89 11 59
BAHE Blaka Daniel	Président de Galaxie réunifiée	49 45 16 08 05 75 30 15
NASSOUO Laurent Joel	Galaxie réunifiée	44 66 35 69 08 90 19 31
KONATE Sirman	Communauté CEDEAO : Mali	08 10 30 24
M'BOUKE Kouessi	Communauté CEDEAO : Benin	07 84 60 08
MOUSTAPHA Ibrahim	Communauté CEDEAO : Nigeria	05 06 77 04
Keita KABA	Communauté CEDEAO : Guinée	05 79 02 59
ADAMA Tindane	Communauté CEDEAO : Burkina Faso	07 94 65 35
DIALLO Mamadou	Communauté CEDEAO : Guinée	08 11 46 46
GUEYE Amadou	Communauté CEDEAO : Sénégal	07 32 77 41

DIOP Aruna	Communauté CEDEAO : Sénégal	07 09 34 80
ADJAVON Kodjo Robert	Communauté CEDEAO : Togo	07 06 01 15
OUMAR	Communauté CEDEAO : Mauritanie	02 92 54 15
AMIDOU Hama	Communauté CEDEAO : Niger	05 06 71 45

### Liste des autorités locales et des personnes rencontrées à Duékoué

NOM ET PRENOMS	FONCTION	CONTACTS
ADAMA TRAORE	2eme adjoint au maire Duékoué	07632553
VOYE DOHOBLY Christophe	Eleveur Sport pour la Paix	46491353/08160647
DIDE CHARLES ADONIS	Fédéral de la jeunesse FPI	09058097/55220044
Sylla Vazoumana	Responsable des jeunes de Duékoué (vice président)	09579476/06107225
KOUASSI DJE Joseph	Chef central baoulé	59781634/01451049
BELEM OUMAROU	Président des jeunes burkinabés de Duékoué	05486811/57151703
TAMINI VICTOR	Chef suprême des burkinabés de Duékoué	05085868
anonymat	Chef cabinet de la Préfecture	

TOUA BI KALOU CELESTIN	Président fondateur de l'ONG bonne Action	04767693
KOUAME BI	SG préfecture	
GEORGES GBENO	Pasteur MIVA (Mission des vainqueurs)	01638984
MINATA OUEDRAOGO	SG CFLD (coalition des femmes leaders de Duékoué)	07603237
ADAMA TRAORE	2eme adjoint Mairie Duékoué	07632553
ZEKPE YAKEUSSEU MALIQUE	Président ONG EDS (Education développement santé)	04122519
GUEYE SHANE RICH	Président départemental jeunesse UDPCI et SG de la plate forme de la jeunesse Guemon	48267229
FOFANA MORY	Président jeunesse RDR	46136565

## Liste des autorités locales et des personnes rencontrées Tabou

NOMS ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT
Yacouba Doumbia,	Préfet de Tabou,	07 85 25 03
Ouattara Fangayeba,	SG de préfecture	34 72 40 68
Kouakou Florent,	Chef de cabinet préfecture	48 43 75 57
Nean Djissard,	chef de cabinet préfecture	57 97 12 48
Noman Isaac,	1er Adjoint au maire	47 44 22 56
Kouamé Denis,	3ème Adjoint au maire	07 68 96 19
Kohou Charles olivier,	4ème Adjoint au maire	07 90 02 70
Lieutenant Ouattara Karamoko,	Responsable FRCI	49 42 24 89
Adjudant Kone Lassana,	Adjudant de compagnie	47 44 22 56
Mme Lobé,	Présidente Association des femmes artisanes de Côte d'Ivoire section Tabou AFACI	07 36 01 39
Mme Touré leoni Deguan,	Adjudant de compagnie	09 34 10 97
Le père Fidelis,	Missionnaire curée de Tabou	08 56 55 16
Wahikapété Vincent,	1er vice Président du conseil pastoral paroissial	08 56 55 16
Depri Lucien,	Adjoint au commandant	34 72 40 41
Ahi Gérard,	Président d'association	09 33 82 03
N'Zi N'Da,	Chargé de communication	09 55 89 75
Mlin Jean Henri,	Chargé de projet	49 50 76 15
Kané Bouady Joseph,	Chef de canton, Chef central de Tabou	05 59 93 72 / 48 59 63 87
Hiné Beugré,	Chef du village d'Hombloké (Tabou)	48 89 13 02
Ouahe Lambert,	Chef de terre d'Hombloké	55 27 71 13
Kaka Valentin,	Notable	57 13 76 26
Gnapo Guessoué ,	Notable	47 29 10 55
Ye Guepa emile,	Notable	09 46 87 07 / 44 59 58 52
Kolaté Igance,	Président	58 46 56 12
Koni Bouadi,	membre	47 48 13 65

Gnampto Hiné Ines	membre	08 45 61 76
Tabley Maurice,	Directeur General de l'administration	08 71 09 08
N'guessan Yao,	2eme Vice President,	34 71 02 24
Mamadou Fofana,	Chargé de mission,	49 92 78 31
M. DETCHI Martial,	Représentant Fraternité matin	07 83 49 60
M. DOSSO Mourlaye,	Représentant l'expression	45 90 38 17
M. OUREGA Allan,	Représentant l'inter	06 12 79 62
M. DEBOLLEY	Représentant Notre Voie	57 91 44 15

**Liste des ex Combattants rencontrés**

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	CONTACT	N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	CONTACT
1.	Dodo Blagnon Jean	San Pedro	57 17 65 60	151.	Koffi Kra Roger	Tabou	
2.	Gnanago Gnahoré	San Pedro		152.	Doyo Hiédé Hélène	Tabou	
3.	Noma Doyo Dominique	San Pedro		153.	Diallo Toumani	Tabou	
4.	Sadjé Nemlin Hélène	San Pedro	04 86 95 78	154.	Sanogo Issouf	Tabou	
5.	Tiédé Zoingnan Blaise	San Pedro	46 38 54 17	155.	Sylla Ismael	Tabou	
6.	Wéa Dahé	San Pedro	41 38 35 03	156.	Sylla Fousseny	Tabou	
7.	Zahié Tiésiéhi Bernard	San Pedro	46 19 93 75	157.	Ouattara Ibrahim	Tabou	
8.	Séri Légré Arsène	San Pedro	48 47 60 56	158.	Doumbia Mamadou	Tabou	
9.	Hié Kouya Landry	San Pedro	04 31 82 39	159.	Traore Mamadou	Tabou	
10.	Djawa Gnadou Alfred	San Pedro	04 04 76 59	160.	Sidibé Moussa	Tabou	
11.	Montouho Tao	San Pedro	45 90 29 96	160.	Meite n'godjigui	Tabou	
12.	Douossohou Jean-Claude	San Pedro	04 43 44 22	162.	Fanny daouda	Tabou	
13.	Séri Gnagne	San Pedro	08 21 29 26	163.	Ouattara salif	Tabou	
14.	Blé Segui Jérôme	San Pedro	06 83 17 93	164.	Konate mory	Tabou	
15.	Yalley Tabra Trésor	San Pedro	06 07 24 19	165.	Keita sékou	Tabou	
16.	Nemlin Oua	San Pedro	77 15 40 28	166.	Sangaré adama	Tabou	
17.	Douhossouhou Elisée	San Pedro	44 88 85 60	167.	Bamba vazoumana	Tabou	
18.	Nean Wolé Hilaire	San Pedro	40 12 54 86	168.	Mamadou sanogo	Tabou	
19.	Bollé Gnégbo Edouard	San Pedro		169.	Doumbia Drissa	Tabou	
20.	Djédjé Nemlin	San Pedro	09 21 17 68	170.	Dembele Issa	Tabou	
21.	Djebi Jean-Claude	San Pedro	48 83 33 12	171.	Koné Miriam	Tabou	
22.	Sako Kana Estelle	San Pedro		172.	Keita Ayouba	Tabou	
23.	Kalo Kouakou Elie	San Pedro	44 71 63 23	173.	Gadouhoue soukou harding	Tabou	
24.	Doué Touédé Evelyne	San Pedro	58 07 41 28	174.	Kobenan Koffi	Tabou	
25.	Kla Djérétou Jean	San Pedro	59 87 81 26	175.	Koné Bakary	Tabou	
26.	Wea Sawet Napoléon	San Pedro	45 64 58 14	176.	Fofana Oumar	Tabou	
27.	Hié Kapé	San Pedro	46 29 69 45	177.	Tanka Tia Naturite	Tabou	
28.	Djégbo Ange Patrick	San Pedro	09 27 67 84	178.	Meite losseni	Tabou	
29.	Aba Corentin	San Pedro	41 41 84 97	179.	Abdoulaye Silué	Tabou	
30.	Zani Bi Djè Eric	San Pedro	05 13 07 06	180.	Nemlin touaplo	Tabou	
31.	Kané Sadjé Basile	San Pedro	09 63 13 14	181.	Koto julienne nean	Tabou	
32.	Agossou Amoussou Patrick	San Pedro	55 05 40 80	182.	Nemlin komlin Jacqueline	Tabou	
33.	Ballo Ousmane	San Pedro		183.	Klé Djimanedwige	Tabou	

34.	Koné Issa	San Pedro	57 82 22 44	184.	Déké Gnébéyou	Tabou	
35.	Fofana Sirimana	San Pedro	57 82 76 72	185.	Rogbo Justine	Tabou	
36.	Sirima Drissa	San Pedro	40 84 93 94	186.	Rogbo Georgette	Tabou	
37.	Camara Issa	San Pedro	46 98 63 44	187.	Houin Katié Bé Laure	Tabou	
38.	Camara Séhinbou	San Pedro	57 83 27 37	188.	Déké Niandé	Tabou	
39.	Traoré Issa	San Pedro		189.	Assiri Gbalé Séverin	Tabou	
40.	Diomandé Mémavaya	San Pedro		190.	Gnawe Djiné Adele	Tabou	
41.	Camara Mamadou	San Pedro		191.	Toto marthe	Tabou	
42.	Ahamadou Ouattara	San Pedro	06 38 08 53	192.	Sokouli Eugénie	Tabou	
43.	Soro Adama	San Pedro	46 25 20 27	193.	Sokouli Glébio Valentin	Tabou	
44.	Fofana Laciné	San Pedro	55 14 96 28	194.	Déké Noel	Tabou	
45.	Koné Amadou	San Pedro	06 45 46 62	195.	Hié Neande Marie	Tabou	
46.	Diakité Ousmane	San Pedro	08 62 93 10	196.	Gbébet Sonde Boniface	Tabou	
47.	Baldé Mamadou Moudjitaba	San Pedro		197.	Baha Doua Rachele	Tabou	
48.	Koné Salif	San Pedro	44 01 07 94	198.	Moussou Wala Bernadette	Duékoué	
49.	Sawadogo Rabokintalba	San Pedro		199.	Gnélahi Eric	Duékoué	
50.	Touré Siaka	San Pedro	40 94 79 37	200.	Doloulo Thérèse	Duékoué	
51.	Koné Moussa	San Pedro	05 37 11 32	201.	Gagne Koessrey Martine	Duékoué	
52.	Kouyaté Mamadou	San Pedro	05 72 22 52	202.	Noman Sylvie	Duékoué	
53.	Ouattara Vazoumana	San Pedro		203.	Doho Glaha Octave	Duékoué	44173217
54.	Kaboré Drissa	San Pedro	44 44 12 05	204.	Oula Jules	Duékoué	04976744
55.	Bakaye Koné	San Pedro	07 30 94 07	205.	Silué Yénipra	Duékoué	06143191
56.	Traoré Amidou	San Pedro	55 05 41 23	206.	Doumbia Youssouf	Duékoué	07412545
57.	Coulibaly Lacina	San Pedro	04 95 77 75	207.	Zobouga mamadou	Duékoué	49173110
58.	Diallo Mamadou	San Pedro	46 47 27 00	208.	Gbahou Franck Olivier	Duékoué	49154728
59.	Zoungrana Hamidou	San Pedro		209.	Mohon Marcel Constant	Duékoué	45245403
60.	Coulibaly Ouollo N. Ibrahim	San Pedro		210.	Nahi Konhon Marcelin	Duékoué	04508097
61.	Barry arouna	San Pedro	04 44 32 68	211.	Koné Sékou	Duékoué	
62.	Sangaré Siaka	San Pedro		212.	Kpahi Julien	Duékoué	
63.	Koné Sadjé	San Pedro		213.	Doumbia Lacine	Duékoué	04616611
64.	Cissé Ibrahima	San Pedro	05 49 33 04	214.	Glahou Bosseiflon Hervé	Duékoué	
65.	Camara Drissa	San Pedro	45 37 68 98	215.	Ouonsio O. Narcisse	Duékoué	
66.	Ouédraogo Harouna	San Pedro	08 78 08 45	216.	Bla Dahassihie Vivien	Duékoué	
67.	Diarrassouba Adama	San Pedro	46 26 53 25	217.	Goué Liflonai Arthur	Duékoué	

68.	Zié Konaté	San Pedro	07 56 27 76	218.	Mobohi Pacôme	Duékoué
69.	El Hadj Moussa Palé	San Pedro	07 50 55 43	219.	Minssie Honssio Olivier	Duékoué
70.	Siriki Koné	San Pedro	46 32 70 46	220.	Gauhan Jean Marie	Duékoué
71.	Diomandé Méfouladou	San Pedro	58 75 08 13	221.	Téhé Gnonsiékpou Gilbert	Duékoué
72.	Zagré Moumine	San Pedro	04 15 66 23	222.	Goucehamin Denis	Duékoué
73.	Tano Brou Serges	San Pedro	04 90 55 87	223.	Doh Cyrille	Duékoué
74.	Hié Oua François	San Pedro	77 10 12 02	224.	Goa Fulgence	Duékoué
75.	Gnagbi Gbatchi Nicole	San Pedro	45 59 12 86	225.	Goré Bi Tra	Duékoué
76.	Irié Nemlin Paruecy	San Pedro	45 07 88 76	226.	Boh Kouadio Kan Olivier	Duékoué
77.	Kéhi Dohoulou Henri	San Pedro	07 22 52 08	227.	Koné Sinaly	Duékoué
78.	Gaé Thiéry	San Pedro	48 30 58 97	228.	Koffi Kouakou Henry Joël	Duékoué
79.	Acrou Oyéto Gisèle	San Pedro	58 43 67 89	229.	Toukonongo Konogo	Duékoué
80.	Touré Manignin	San Pedro	05 59 47 69	230.	Touré Archil	Duékoué
81.	Bamba Mahoua	San Pedro	45 23 04 93	231.	Kambow Ferdinand	Duékoué
82.	Sory Sélé Brahim	San Pedro	45 90 92 40	232.	Kambou Sié Sylvain	Duékoué
83.	Soumahoro Fanda	San Pedro	53 87 03 23	233.	Bamba Siaka	Duékoué
84.	Traoré Kadidja	San Pedro	09 36 60 45	234.	Doumbia Adama	Duékoué
85.	Cissé Mouhamadou	San Pedro	07 57 37 25	235.	Dah Sassan	Duékoué
86.	Kobenon Kouman	San Pedro	05 47 35 99	236.	Douhou Téhé Anderson	Duékoué
87.	Abdoulaye Bamba	San Pedro	57 82 94 85	237.	Yobouet Kouassi Alexis	Duékoué
88.	Sangaré Lassina	San Pedro	07 47 07 64	238.	Séa Kei Théodore	Duékoué
89.	Coulibaly Manfi	San Pedro	45 43 58 95	239.	Zéhia Hughes Florent	Duékoué
90.	Diomadé Mamadou	San Pedro	04 65 77 61	240.	Zéhia Jean Michel	Duékoué
91.	Traoré Méré	San Pedro	07 64 43 64	241.	Yéyé Romain	Duékoué
92.	Dosso Mamadou	San Pedro	45 41 51 50	242.	Zéhia Romain	Duékoué
93.	Afri Gnonogo Clément	San Pedro	08 04 29 10	243.	Lao Sévérin	Duékoué
94.	Bamba Namory	San Pedro	07 80 08 41	244.	Oulai Herman	Duékoué
95.	Komara Mariam	San Pedro	04 07 14 37	245.	Ballo Navigué Vali	Duékoué
96.	Sidibé Fatoumata	San Pedro	04 43 62 77	246.	Koné Pornon	Duékoué
97.	Koné Issiaka	San Pedro		247.	Lakouanda Dramane	Duékoué
98.	Ylo Kanon	San Pedro	04 91 15 07	248.	Nagalo Francois	Duékoué
99.	Dosso Minamanou	San Pedro	08 20 62 28	249.	Mamadou Armand	Duékoué
100.	Traoré Awa	San Pedro	05 91 62 51	250.	Ouedraogo Abdoulaye	Duékoué
101.	Koné Mamadou Massaban.			251.	Kouassi N'guessan Armel	Duékoué

102.	Bamba Vassindou	San Pedro	56 30 87 20	252.	Yao Konan Jérôme	Duékoué	
103.	Traoré Oumar	San Pedro	07 05 06 23	253.	Tenoui Gloufiehi Lucien	Duékoué	
104.	Ouattara Karidjatou	Tabou		254.	Mamadou datio	Duékoué	
105.	Touré Amidou	Tabou		255.	Ouedraogo Jean Pierre	Duékoué	
106.	Fofana Amara	Tabou		256.	Willy Haondi	Duékoué	
107.	Diakité Yaya	Tabou		257.	Bamba Soualiho	Duékoué	
108.	Ouattara Yaya	Tabou		258.	Koné Dramane	Duékoué	
109.	Konaté Aboubacar	Tabou		259.	Zongo Edmond	Duékoué	
110.	Sylla Sidiki	Tabou		260.	Coulibaly Issouf	Duékoué	
111.	Diro Bakary	Tabou		261.	Koné Tenon	Duékoué	
112.	Sanago Yaya	Tabou		262.	Yéo Fousseni	Duékoué	
113.	Fofana Adama	Tabou		263.	Ouedraogo Gerard	Duékoué	
114.	Minli Massoueu Félicien	Tabou		264.	Koné Moussa	Duékoué	
115.	Sawadogo Abdou	Tabou		265.	Diakite Mory	Duékoué	
116.	Diomandé B . Dramane	Tabou		266.	Coulibaly Mory	Duékoué	
117.	Sanogo Aboubacar	Tabou		267.	Blé Doh Alain	Duékoué	09413860
118.	Sangaré Moussa	Tabou		268.	Vaho Eustache Omer	Duékoué	05581485
119.	Fallé Soumahoro	Tabou		269.	Kohou Mompomon Patrice	Duékoué	46170732
120.	Karamoko Adama	Tabou		270.	Kpahi Mathieu	Duékoué	55608199
121.	Gué Schadrac	Tabou		271.	Doh Maxime	Duékoué	55497076
122.	Yéo Fougatrigué	Tabou		272.	Gnomblahin Eric	Duékoué	48624650
123.	Tabsoa Lamine Angeline	Tabou		273.	Lankouande D. Pascal	Duékoué	01600042
124.	Magassouba Alidou	Tabou		274.	Ouéénébou Alain	Duékoué	07414853
125.	Ouédraogo Karim	Tabou		275.	Bassoulé Jerome	Duékoué	
126.	Fofana Kalilou	Tabou		276.	Ouédraogo Saidou	Duékoué	
127.	Compaoré Seydou	Tabou		277.	Barry Samuel	Duékoué	
128.	Koné Ali	Tabou		278.	Toure mory	Duékoué	
129.	Diarrassouba Seydou	Tabou		279.	Coulibaly Nawa	Duékoué	
130.	Kibio Ouadi Roseline	Tabou		280.	Beka monblehon Romaric	Duékoué	
131.	Yéto Mombouin Lidie J	Tabou		281.	Sopohia Archille	Duékoué	
132.	Barou Koméné	Tabou		282.	Gaha Martial	Duékoué	
133.	Hié Boidi Timothé Clarc	Tabou		283.	Zéhia Luc Olivier	Duékoué	
134.	Diané Mariam	Tabou		284.	Zéhia Théodore	Duékoué	
135.	Néan Kapet Kemerik	Tabou		285.	Goutemoin temoin Hervé	Duékoué	

136.	Kibio Hié	Tabou		286.	Bah monguy Marc Donatien	Duékoué	
137.	Déké Kla Théodore	Tabou		287.	Malamin Charles	Duékoué	
138.	Kouya Babé Hélène	Tabou		288.	Ela Atteby Williams	Duékoué	
139.	Kapet Tahé Olivier	Tabou		289.	Taha Sylvain	Duékoué	
140.	Toto Néan	Tabou		290.	Klé jean Brice	Duékoué	
141.	Nemlin Kayoudi Sara	Tabou		291.	Djéhi Innocent	Duékoué	
142.	Djémé Hié Hippolyte	Tabou		292.	Youdé Kohalas Guy	Duékoué	
143.	Dékanou André Gertrude	Tabou		293.	Tidou Bi Sery Achille	Duékoué	
144.	Hié Kapet Eric	Tabou		294.	Monyehoun Ambroise	Duékoué	
145.	Hissa Hié Jean-paul	Tabou		295.	Gbaho Dassegnon Danvy	Duékoué	
146.	Sibli Yaka Lydie	Tabou		296.	Djeha Sike Blaise	Duékoué	
147.	Sondé Ouéllé Raymond	Tabou		297.	Foungbe Bakayoko A.	Duékoué	
148.	Doudou Bouazo Yves J.	Tabou		298.	Tai gnimahiasse Paulain	Duékoué	
149.	Tahé Ouadi Madeleine	Tabou		299.	Ouattara Mamadou	Duékoué	
150.	Toto Irié Maxime	Tabou		300.	Zaddy Raphael	San Pedro	06 36 54 93